

# Synthèse des avis de la consultation des acteurs institutionnels et du public préalable à la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions mobilité à l'intérieur du périmètre de l'A86



## SYNTHESE DES AVIS Ville d'Ivry-sur-Seine

Cette synthèse a été réalisée sur la base des 10 avis recueillis entre le 9 mars et le 31 mars 2021 (1 reçu par voie dématérialisée et 9 en ligne) conformément à l'arrêté de la Ville d'Ivry-sur-Seine définissant les modalités de consultation du public relative au projet de Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m). Parmi les contributeurs, 6 déclarent résider sur la commune, 2 y travailler sans y résider et 2 en sont extérieurs ou se positionnent sur un territoire plus large.

Est également présentée dans ce document, la synthèse des avis des acteurs institutionnels.

## 1. Synthèse des avis du public

Sur les 10 avis recueillis, 5 contributeurs se déclarent défavorables à la mesure, 2 exprimant des réserves, 3 contributeurs se déclarent favorables à la mesure et, pour 2 contributions, l'opinion des contributeurs n'est pas clairement exprimée.

### Les contributeurs favorables au projet

Deux contributeurs soulignent les impacts positifs du projet sur la santé et le besoin de cohérence du périmètre de la mesure. Un contributeur se déclare favorable à la mesure sans apporter d'arguments. S'agissant de l'arrêté et du calendrier à venir, un contributeur demande le respect strict du calendrier de mise en œuvre.

### Les contributeurs défavorables au projet

Les contributeurs opposés à la mesure évoquent en premier lieu les impacts sociaux de la mesure liés au coût de remplacement des véhicules. Deux d'entre eux émettent des doutes sur le caractère significativement positif de la mesure sur l'environnement et un sur le caractère polluant des véhicules concernés par la mesure.

### Les contributeurs neutres ou n'exprimant pas clairement leur adhésion ou leur opposition au projet

On retrouve dans cette catégorie deux avis exposés par la FFB (Fédération Française du Bâtiment Grand Paris) et le STD3C (Syndicat Territorial des Distributeurs de Combustibles-Carburants et services Chauffage).

« **Avertissement** : « Ce rapport réalise la synthèse des avis exprimés de façon spontanée par les habitants ou usager. Il ne constitue pas un sondage représentatif du point de vue des habitants de l'ensemble de la commune. »

## 2. Analyse des avis du public

### 2.3 Les avis favorables et sous réserves

- **Deux contributeurs soulignent les impacts positifs du projet sur la santé et le besoin de cohérence du périmètre de la mesure**  
*« Je suis totalement favorable à la mise en place de la ZFE [...]. Il en va de notre santé et de celle de nos enfants. / Urgence sanitaire : et si nous parlions inégalités en matière de santé environnementale !!! / Dans un souci de cohérence à l'échelle régionale, la zone de faible émission doit être étendue de toute urgence à une ville comme Ivry-sur-Seine en vue de préserver la santé des franciliennes et des franciliens... »*
- **Un contributeur se déclare favorable à la mesure sans apporter d'arguments**  
*« Je suis POUR L'INTERDICTION des véhicules les plus polluants dans la petite couronne, dont les vieux diesel ».*

#### Focus sur les arguments relatifs à l'arrêté et au calendrier à venir 1

- **Un contributeur demande le respect du calendrier de mise en œuvre**  
*« Je suis totalement favorable à la mise en place de la ZFE et souhaite un strict respect du calendrier prévu. »*

---

<sup>1</sup> Ne concerne pas le présent arrêté

## 2.2 Les avis défavorables et défavorables sous réserve

- **Les contributeurs opposés à la mesure évoquent en premier lieu les impacts sociaux de la mesure liés au coût de remplacement des véhicules** « Je trouve que la mise en place des ZFE est inégalitaire et pénalise les ménages modestes. Moi je suis concerné car j'ai besoin de mon véhicule pour aller travailler et je ne peux pas en changer pour un plus récent étant donné que les banques refusent les prêts. Ces mesures ne s'accompagnent pas de solution, et va mettre des familles dans des difficultés, beaucoup vont perdre leur emploi car leur véhicule est nécessaire pour leur travail. Ce plan pose un problème d'égalité. Certaines personnes peuvent se voir privée d'un droit sur la base d'un critère arbitraire qui ne maintient ce droit qu'à ceux dont les revenus sont les plus élevés. La seule façon d'être conforme au principe d'égalité est d'interdire

*la circulation de véhicules à moteur pour tout le monde. / En outre, il s'agit d'une mesure pénalisant les foyers les moins riches. La cause est juste mais la règle est injuste. »*

- **Deux d'entre eux émettent des doutes sur le caractère significativement positif de la mesure sur l'environnement et un sur le caractère polluant des véhicules concernés par la mesure** « Les ZFE sont une aberration écologique, les transports routiers ne représentant que 6% de la pollution atmosphérique : Ma voiture est très bien entretenue, le coût écologique est beaucoup plus important en achetant une voiture nouvellement construite que de continuer à utiliser ma voiture. C'est en cela que je trouve la règle injuste. »

### 3 Le point de vue des contributeurs « neutres » ou qui n'expriment pas clairement leur adhésion ou leur opposition à la ZFE

On trouve parmi les avis recueillis du public, deux avis exposés par la FFB (Fédération Française du Bâtiment Grand Paris) et le STD3C (Syndicat Territorial des Distributeurs de Combustibles-Carburants et services Chauffage).

La FFB Grand Paris s'associe à la Métropole du Grand Paris dans la lutte contre la pollution de l'air et s'engage à encourager la transition écologique en soutenant l'instauration de la ZFE sur le territoire. Pour autant, elle note que cette mesure doit prendre en considération les difficultés que peuvent rencontrer les professionnels afin d'allier impératifs environnementaux et réalités économiques du territoire. Pour cela, elle attire l'attention sur la nécessité : d'adopter des dérogations harmonisées dans toutes les communes de la ZFE, pour les véhicules de son périmètre d'activités qui ne trouvent pas d'autres alternatives, notamment certains portant mention VASP sur le certificat d'immatriculation (ou anciennement VTSU). Elle propose un report du calendrier ou une période transitoire de non verbalisation pour les poids lourds, afin de leur permettre de s'adapter. Les restrictions à compter de

juillet 2022 sont incompatibles avec l'offre de solutions de mobilité propre existante pour ces véhicules. Enfin, elle propose la création un guichet d'informations unique dédié à l'achat de véhicules propres, notamment de poids lourds, pour les professionnels.

Le STD3C salue la dérogation prévue notamment pour les véhicules citernes dont le certificat d'immatriculation porte les mentions CIT ou CARB. Il précise les spécificités des camions citernes concernés notamment les délais importants de commande/livraison, l'investissement important, l'impossibilité de commander un camion de moins de 19 tonnes avec un moteur électrique ou gaz, auxquelles s'ajoutent les incertitudes sur l'avenir de la distribution du fioul domestique et celles liées à la crise sanitaire touchant tous les secteurs d'activité.

## 4 Synthèse des avis des acteurs institutionnels

Au terme de la consultation des acteurs institutionnels, 7 avis ont pu être réceptionnés par la Ville d'Ivry-sur-Seine. Les autres avis simples non rendus dans les 2 mois sont réputés favorables.

**Avis conforme : la Préfète du Val-de-Marne émet un accord sur le projet de ZFE mobilité (ZFE-m), sous réserve :**

**De prévoir l'exclusion temporaire des itinéraires de substitution permettant le contournement en cas de fermeture totale ou partielle de l'A86 ;**

Elle indique que ce projet est indispensable à l'amélioration de la qualité de l'air en Ile-de-France, celle-ci faisant l'objet de contentieux au niveau national et régional pour manquement au respect des seuils sanitaires et insuffisance des politiques publiques correctrices. Elle prend note des éléments suivants :

- Considérant l'intégration du boulevard périphérique dans la ZFE mobilité parisienne depuis le 1er juillet 2019, les radiales du réseau routier national incluses dans le périmètre intra-A86 ont vocation à être intégrées dans les Zones à Faibles Emissions.
- La Rocade A86 et ses bretelles d'entrée /sortie seront exclues de la ZFE-m pour assurer les continuités d'itinéraire de transit et la capacité à contourner l'agglomération. Les itinéraires permettant de sortir/accéder à l'A86 seront exclus également pour garantir aux usagers la libre circulation. Les communes traversées par l'A86 devront lister dans leur arrêté les voies à exclure du dispositif.
- S'agissant des routes à grande circulation, elle prend note que les convois exceptionnels seront bien exclus du dispositif, par l'instauration d'une dérogation mentionnée dans le projet d'arrêté.
- S'agissant des besoins de délestage ou de déviation du trafic suite à un accident/incident sur le réseau routier national, elle indique la nécessité de pouvoir suspendre provisoirement les restrictions de circulation, sur les itinéraires de délestage ou déviation pendant la durée des mesures. A défaut, les stratégies d'exploitation de trafic sur le réseau magistral maillé d'Ile-de-France devront être reconsidérées au détriment de la fluidité du réseau.
- Elle précise que les restrictions de circulation correspondantes pourront prendre effet après prise des arrêtés et mise en place des signalisations directionnelle et de police correspondantes, les modalités n'étant pas définies à ce jour.

**Avis simple – Par courrier le Département du Val-de-Marne fait part de son avis sur le projet de ZFE de la commune. Il est conscient de l'urgence sanitaire et environnementale liée à la pollution atmosphérique en Ile-de-France. Il rappelle son engagement pour la réduction de l'impact du trafic routier sur la qualité de l'air, orientation qui constitue le socle du Plan Climat air énergie et du Plan de Déplacements du Val-de-Marne. Le département précise s'être positionné en faveur de la mise en place d'un dispositif juste, progressif, concerté et accompagné. Selon lui le dossier présente des lacunes ne lui permettant pas de juger de toute la pertinence de la mesure :**

- Il suggère que la ZFE soit pensée dans une dimension régionale et pas seulement à l'échelle de la zone dense à l'intérieur de l'A86.
- Il craint que la ZFE n'entraîne pas une baisse des émissions de CO<sub>2</sub>, le renouvellement du parc de véhicules pouvant au contraire entraîner une augmentation des émissions.
- Le Département rappelle son attachement à ce que les aides à l'achat de véhicules propres ou le rétrofit des véhicules thermiques soient les mêmes pour tous les salariés et indépendants travaillant dans la ZFE-m, qu'ils y résident ou non.
- Il note que le calendrier des différentes étapes de la ZFE-m ne tient pas compte de celui des infrastructures majeures de transports publics, et indique que le dossier de consultation n'intègre pas de vision stratégique du développement des infrastructures, pour le développement des modes actifs de déplacements.
- Le Département regrette que la mise en place de la ZFE-m ne s'accompagne pas d'une réorientation du modèle de développement et d'aménagement à l'échelle de la région Ile-de-France. Il note dans ce sens que le dossier de consultation n'évoque aucune stratégie ou mesure concrète visant à réduire les distances domicile-travail.
- Il signale l'absence d'éléments présentant les impacts socio-économiques de la ZFE-m, nécessaires à l'identification des mesures de compensation et d'accompagnement adéquates, en lien notamment avec la crise sociale actuelle.

**Avis simple : délibération d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** émettant un avis sur les projets d'arrêtés instaurant des Zones à Faibles Emissions mobilité dans certaines communes situées à l'intérieur de l'A86. IDFM demande à la Métropole du Grand Paris d'apporter des justifications complémentaires sur les conséquences économiques et sociales de la mise en place de la ZFE-m et de mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation de ces impacts en l'y associant étroitement. Il est également demandé à l'Etat et à la métropole de prendre des mesures d'accompagnement supplémentaires pour limiter les impacts des restrictions de circulation pour les particuliers et les professionnels. Les aides à l'achat d'un véhicule moins polluant, doivent être étendues aux salariés et indépendants travaillant dans la ZFE-m (notamment les habitants de la grande couronne). Il est demandé de relever les plafonds de ressources pour réduire le reste à charge des ménages. Il est demandé aux collectivités locales qui mettront en œuvre la ZFE-m d'apporter leur appui à IDFM dans la poursuite de sa politique en matière de transports collectifs. Enfin, IDFM souhaite que les Départements de grande couronne soient associés, au même titre qu'IDFM, à la gouvernance de la ZFE-m.

**Avis simple - La Chambre de Commerce et d'Industrie du Val de Marne (CCI 94), en accord avec la CCI Régionale, émet un avis réservé sur le projet d'arrêté ZFE.**

Elle approuve l'esprit des mesures proposées, estimant nécessaire d'agir pour répondre aux enjeux climatiques et au problème de santé publique que représente la pollution atmosphérique. Elle considère que l'incitation au renouvellement du parc vers des véhicules à faibles émissions apparaît comme une mesure positive en ce sens. Cependant, elle appelle à une meilleure prise en compte des impacts de ces mesures sur les entreprises, particulièrement dans le contexte actuel de crise économique liée à la crise sanitaire de la COVID 19, qui affecte la situation financière des entreprises et leurs capacités d'investissement.

La CCI demande ainsi, pour l'étape de juin 2021, des mesures dérogatoires et d'accompagnement adaptées au contexte de crise sanitaire, notamment pour les entreprises les plus fragilisées, et insiste sur la nécessité de réévaluer le calendrier des étapes ultérieures de la ZFE-m afin de tenir compte des enjeux sociaux-économiques.

**Avis simple - La Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Val de Marne (CMA 94), en accord avec la CMA Régionale, partage les objectifs d'amélioration de la qualité de l'air que s'est fixée la Métropole du Grand Paris. Elle adresse toutefois des préconisations :**

- Harmoniser les modalités d'exclusion des voies pour les communes partiellement incluses dans le périmètre de l'A86 ;
- Élargir les dérogations à certaines TPE en situation de fragilité, liée notamment à la crise sanitaire ;
- Communiquer sur le projet de ZFE et faire connaître les dispositifs d'aides au remplacement des véhicules polluants ;
- Mettre en place un observatoire économique et social à l'échelle métropolitaine pour l'analyse des impacts de la ZFE ;
- Adapter l'échéance de 2024 sur la fin du diesel afin de prendre en compte la réalité du terrain.

**Avis simple des communes limitrophes :**

**Le Conseil de Paris rend un avis favorable** au projet d'arrêté instaurant une Zone à Faibles Emissions dans la commune d'Ivry-sur-Seine.

**Le conseil municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre émet un avis favorable** sur l'instauration de la ZFE-m par la commune d'Ivry-sur-Seine.